

Communistes

www.PCF.fr

LE 18 SEPTEMBRE Tous dans la rue pour faire plier l'exécutif



Vidéo

Meeting de
Fabien Roussel -
Fête de
l'Humanité
2025

Le 21 septembre, marchons pour la Palestine (p. 9)

Hold-up

La commission d'enquête du Sénat, présidée par Fabien Gay, évaluait à 210 milliards le montant des aides publiques aux entreprises versées chaque année, sans aucune contrepartie. Dans un livre qui vient de paraître aux éditions Allary, *Le grand détournement. Comment milliardaires et multinationales captent l'argent de l'État*, deux journalistes du *Nouvel Obs*, Caroline Michel-Aguirre et Matthieu Aron, chiffrent eux ces versements à 270 milliards, soit 60 milliards de plus. Trois fois le budget de l'Éducation nationale, 24 fois celui de la Justice. Une enquête qui conforte les propos de Fabien Roussel à la Fête de l'Humanité, dénonçant l'énormité du hold-up opéré par les super-riches qui, sans vergogne, font nos poches.✪

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

21 septembre, à partir de 11h30 : Les communistes d'Avion appellent au rassemblement à l'occasion de la Journée Internationale de la paix. Avenue de la Paix, Avion (62)

Du 26 septembre au 9 octobre : La section Hendaye/Saint-Jean-de-Luz organise une expo sur les 80 ans de la Sécurité sociale. Dans ce cadre, diffusion du film La Sociale le dimanche 5 octobre, au cinéma Les Variétés, 10 rue du Théâtre, 64700 Hendaye. Halles de Gaztelu, Hendaye (64)

27 septembre, à partir de 9h30 : Séminaire sur la Sécurité sociale, avec un repas sur place le midi. Date limite d'inscription 23 septembre. Le débat sera animé par la fédération avec la présence d'E. Vander Heim (commission nationale Santé) et de F. Boccara (commission Économique). Salle Saint-Martin, Montélimar (26)

27 septembre, à partir de 10 h : Fête citoyenne : Rassemblement pour la paix. Goûter kurde. 18 h : Concert Jazz & Pop, pour clore la journée en musique et en convivialité. Inscription au repas : 06.81.35.37.10 (Hélène) ou 06.61.47.49.94 (Anne). Jardin Angles, Draguignan (83)

4 octobre, à partir de 10h30 : La section d'Avion organise dans le cadre des 80 ans de la Sécu : Une fête de la sécu. 10h30 Jeu de piste familial des solidarités. La Sécu expliquée en s'amusant !

11h30 Inauguration de la nouvelle façade du siège de la section. 12 h Barbecue fraternel. Siège de la section d'Avion, 24 place Duclos, Avion (62)

7 octobre, à partir de 18h30 : Échange sur les origines de la Sécu et le futur que nous voulons lui donner. Siège de la section d'Avion

12 octobre, à partir de 18h30 : La Fédération de Haute-Marne, en lien avec l'Union départementale CGT52. Hommage à notre camarade et ministre Amboise Croizat et au Conseil national de la Résistance. Des prises de parole, dont celle de la sénatrice Silvana Silvani, ainsi qu'un récital de Justine Jérémie sont prévus. Salle CE SNCF, Chaumont (52)

29 novembre, à partir de 9 h : Assemblée générale de l'Amicale des Vétérans des Yvelines : débat sur « La Palestine et le Moyen-Orient ». Salle 1901, Trappes (78)

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

27 septembre, à partir de 14 h : Une histoire mondiale des Fronts populaires. Inscription en présentiel : inscription@gabrielperi.fr Inscription à la visioconférence : https://us02web.zoom.us/join/register/WN_001ImOaSPilnEa9uze8RQ#/registration



CLIQUEZ POUR ACCÉDER AUX VIDÉOS



« C'est à vous de prendre la main »

Extraits de l'intervention de Fabien Roussel, samedi 13 septembre, à la Fête de l'Humanité.

Voir l'intégralité sur le site du PCF.

« **L**e seul message que nous avons à faire passer en cette Fête de l'Humanité, c'est de faire appel à l'intervention des salariés, de la jeunesse, et d'être nombreux, très nombreux. Jeudi 18 septembre, à l'appel de l'intersyndicale, pour exprimer nos revendications. Soyons nombreux, partout, mobilisés, dans les entreprises, dans les lycées, dans les universités.

Colère et espoir

J'enrage. Oui, j'enrage de voir comment notre République, si forte hier, recule partout, en train de perdre tout ce qu'elle a de meilleur, de beau, d'original. Et voilà pourquoi cette Fête est exceptionnelle cette année. Jamais elle ne s'est tenue dans un tel contexte, avec cette colère énorme qui monte dans tout le pays, de toutes les générations. Et cette colère porte en elle quelques germes d'espoir qu'il faut entretenir. Car nos concitoyens commencent à prendre conscience que tous ces gouvernements qui se sont succédé depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, tous ces gouvernements sans exception nous ont fait les poches pour remplir celles des riches. Et cette prise de conscience, d'une conscience de classe oserais-je dire, grandit ; elle grandit devant l'indécence des grandes familles, du Medef qui nous demandent encore aujourd'hui d'accepter de nouveaux sacrifices.

Il faut le dire et être clair là-dessus : nous serons sans compromission, intransigeants, irréductibles même. Les sacrifices et les efforts demandés au peuple, aux travailleurs, aux retraités, à la jeunesse, c'est terminé. On a assez donné ! Qu'ils prennent aux riches, mais plus à nous ! Terminé ! Je prends la référence de 2017, quand

Emmanuel Macron a été élu pour la première fois Président de la République : le patrimoine des 500 plus grandes fortunes à son arrivée était de 600 milliards d'euros. Aujourd'hui, huit ans après, il est de plus de 1200 milliards d'euros. Ils ont multiplié par deux leur patrimoine ! C'est tout simplement et purement un braquage des finances publiques, de nos poches vers leurs poches. Cet argent, c'est celui de notre travail. C'est celui de nos richesses, c'est celui de nos impôts. Je leur dis une chose : rendez-le nous !

Ne cherchez pas d'où vient le déficit, il vient de là, tout simplement. Il est dans le patrimoine de Bernard Arnault, de François Pinault, de Mittal, de Total, des banques et des assurances. C'est un vol en bande organisée des richesses nationales. C'est le plus grand hold-up de toute l'histoire de notre pays. Ce hold-up, il est réalisé sur le dos des classes populaires, de toutes celles et tous ceux qui contribuent par leur travail, leurs cotisations et leurs impôts à la richesse nationale. Il faut en finir avec ce système. Il faut en finir avec le capitalisme. Que les riches sortent leur porte-monnaie et qu'ils rendent notre argent et que les délinquants en col blanc finissent en prison. »

Après avoir évoqué la colère qui monte contre « l'économie de guerre », Fabien Roussel parle de « Monsieur Lecornu ».

« C'est aussi le cinquième Premier ministre depuis 2022. Avant on disait : tout changer pour que rien ne change. Aujourd'hui, on ne peut même plus le dire car c'est devenu : rien changer pour que rien ne change. Il est toujours issu du même camp et il a une lourde responsabilité. D'abord celle d'entendre ce qui se dit dans le pays et de répondre à la colère, aux angoisses de nos



concitoyennes et de nos concitoyens. Je veux aussi être très clair là-dessus et je profite de cette tribune pour lui faire passer ce message : Pour nous, oui, il y a besoin de ruptures claires et franches et nous ne transigerons pas sur ces questions. Je le préviens, sans rupture claire et franche, les mêmes causes produiront les mêmes effets. Et s'il le faut, nous appuierons sur le bouton de la censure et il sera démis de ses fonctions. Nous n'avons pas peur de cela. Que ce soit bien clair ! Et si le Président de la République vient nous menacer en nous disant : mais si vous le censurez, c'est une nouvelle dissolution ! Eh bien, nous n'avons pas peur de retourner au peuple. Nous n'avons pas peur des élections. Ils ont plus à perdre que nous la gauche. Nous sommes prêts et nous y travaillons.

Mais avant d'en arriver là, nous voulons, nous communistes, faire appel au mouvement social, à l'intervention des salariés dans cette période ; exprimer ce que nous voulons clairement. Et c'est pour cela que c'est à vous, c'est à nous, c'est aux syndicats, à la jeunesse, aux travailleurs de prendre la main, d'imposer une nouvelle politique, de les empêcher de poursuivre leur politique de destruction !

Notre priorité, c'est de mettre la pression la plus totale, la plus forte sur le nouveau locataire de Matignon. Alors, le 18 septembre prochain, nous envahirons toutes les rues de France. Soyons nombreux, soyons forts, soyons unis !

Quatre exigences

Pour notre part, en tant que force politique, nous exprimons quatre exigences.

Premièrement. Toutes les mesures toxiques et scandaleuses contenues dans le budget Bayrou, dehors ! Les deux jours fériés à travailler, le doublement des franchises médicales, la non indexation de l'allocation adulte handicapé, etc., etc., niet, on n'en veut pas !

Deuxièmement. Une augmentation générale des salaires ; relancer le pouvoir d'achat. Le travail doit payer !

Et bien sûr, troisièmement, nous demandons l'abrogation de la réforme des retraites. Allez-y, osez le faire. Les travailleurs vous remercieront !

Enfin, quatrièmement, de la justice fiscale. Que les riches payent, que les gros paient gros et que les petits payent petit. On n'arrête pas de le leur répéter et c'est ultra majoritaire dans le pays. Eh oui, justice fiscale ! Oui, c'est possible d'établir un impôt minimal de 2 % sur les patrimoines des foyers au-dessus de 100 millions d'euros. Regardez comme nous sommes magnanimes : seulement ceux qui ont 100 millions d'euros de patrimoine – 1 800 familles seulement concernées ! – et ils résistent fort quand même. Oui, il est possible de rétablir l'ISF. Oui, il est possible de faire cotiser les revenus du capital pour les retraites, pour notre modèle social, pour la Sécurité sociale !

Et bien sûr qu'il est possible et même nécessaire que l'État demande des comptes aux grandes entreprises qui touchent 211 milliards d'euros d'aides publiques. Et merci à Fabien Gay d'avoir révélé ce chiffre énorme qui montre que l'argent existe. Qui montre que le capital, ces grandes entreprises reçoivent des sommes astronomiques provenant de nos impôts, sans rien demander, sans évaluation, sans aucun contrôle. Ils ne savent même pas d'où vient cet argent, mais ils le prennent et ils l'encaissent. Merci Fabien Gay pour toutes tes propositions, pour ce travail remarquable. Karl Marx te le rendra au centuple.

Le pacte pour la France

Enfin, parlons de la dette. La dette, la dette, la dette... Mais ils vont arrêter avec ce discours culpabilisant sur la dette ! Comme si vous, qui avez déjà du mal à compter vos sous, vous seriez responsables de la dette. Les responsables de la dette, ce sont eux : c'est eux qui l'ont accrue. L'augmentation de la dette de 1 000 milliards d'euros en l'espace de huit ans, ce sont eux les responsables. Cette dette, elle sert d'excuse, tout simplement. Elle sert d'excuse pour nous faire payer toujours plus, pour que ce soient toujours les mêmes qui payent : les travailleurs et jamais le capital !

Eh bien, nous voulons tout simplement changer de logique. Nous voulons arrêter la politique de l'offre, relancer la consommation par le pouvoir d'achat, par les salaires, par de bonnes retraites, par l'investissement. C'est cela ce que nous voulons comme rupture. Et c'est le Pacte pour la France, le pacte d'avenir pour la France que nous proposons et que nous mettons en débat. C'est une promesse d'avenir. C'est le parti pris du travail et de la paix, celui du renouveau industriel, de la relance et de la transition écologique que nous prônons. Ce que nous proposons avec ce Pacte pour la France, c'est tout simplement de mettre sur la table 500 milliards d'euros en l'espace de cinq ans : 100 milliards d'euros par an ! Ça peut vous paraître fou...

Tout le monde vous dit : il faut faire des économies ! Mais non, au contraire, comme le font d'autres pays qui font ce choix d'utiliser massivement le "bazooka monétaire" pour relancer la croissance et produire des richesses. C'est le choix que la France doit faire aussi : investir, investir massivement et retrouver la France des bâtisseurs, celle qui se projette sur l'avenir, celle que nous avons su reconstruire aux lendemains de la guerre. C'est une France unie, heureuse de se retrousser les manches, de travailler, de réparer le présent et de construire l'avenir ; et bien sûr à égalité, sans exploitation, sans domination et sans gavage des actionnaires. Cela peut vous paraître des sommes folles, 100 milliards d'euros par an ! Mais rien que pour la transition écologique des investissements colossaux sont nécessaires, et nous ne pourrions pas les financer qu'avec un ISF ou une taxe Zucman. Le Plan climat que le Parti communiste français a présenté l'année dernière a chiffré à 100 milliards d'euros par an l'argent à injecter pour que



notre pays respecte sa trajectoire carbone. C'est 100 milliards d'euros pour le ferroviaire, pour construire des logements, pour l'énergie, les énergies renouvelables et pour les centrales nucléaires, pour le train, pour le métro... C'est comme cela que nous baisserons le prix de l'électricité, le prix du train, le prix des loyers.

Ce sont des sommes qui peuvent donner le vertige, mais qui sont équivalentes à ce que les marchés financiers nous prennent tous les ans en intérêts de la dette. Et c'est aussi la somme qu'ont versée l'année dernière les entreprises du CAC 40 à leurs actionnaires. La dette, il ne faut pas les laisser en parler comme ils le font ; quand ils vous parlent de la dette, parlez-leur de nos enfants et de leur avenir.

Ils veulent moins d'État. Eh bien nous on en veut, pour protéger et pour produire. Et c'est pour cela que nous avons besoin d'un vaste plan d'investissement, que nous avons besoin d'embaucher dans nos écoles, dans nos hôpitaux, pour éduquer, pour soigner, pour protéger et renouer avec une République sociale et laïque.

Le travail ne paye pas, la vie est chère ! Eh bien oui, il faut augmenter les salaires, et nous demandons l'augmentation du Smic à 2 000 € brut et une hausse de 10 % du point d'indice des fonctionnaires. Et tous les salaires doivent être indexés sur le Smic. Cela s'appelle l'échelle mobile des salaires. Ça a existé, remettons-la en place. Oui, il y a besoin de redonner de l'air aux travailleurs et aux boomers. Les retraités. Mais les retraites, il faut les augmenter. Il faut supprimer la CSG. Il faut rétablir la demi-part pour les veuves. Quand les retraites augmentent, l'argent ne part pas dans les paradis fiscaux. Ils le dépensent, ils aident leurs petits-enfants, ils font tourner l'économie. Oui, il faut redonner de l'air aux travailleurs et aux boomers, car quand la France étouffe,

ce n'est pas sous le poids de la dette. La France, elle crève du libéralisme, et c'est pour cela qu'on le combat.

L'impérialisme

Vous le voyez, nous ne lâchons rien de nos combats, de nos espoirs pour faire gagner les jours heureux et la paix. La paix si malmenée par tous les impérialismes qui resurgissent dans le monde. Comme si les leçons de la Seconde Guerre mondiale étaient derrière nous. Oubliées. L'impérialisme, c'est cette volonté de dominer les peuples pour prendre leurs richesses et les soumettre en les privant de leur autonomie, de leur liberté, de leur indépendance.

Et c'est au nom de cet impérialisme que de nouveaux dirigeants américains, intégristes, religieux, d'extrême droite imposent à l'Union européenne et à la France d'être toujours plus leur vassal. Nous ne l'acceptons pas, nous le l'accepterons jamais. Nous refusons cette ingérence dans nos politiques et c'est aussi un message à faire passer au nouveau Premier ministre. La soumission de la présidente de la Commission européenne auprès de Donald Trump cet été est une capitulation de la France inadmissible. Et pour nous, c'est mettre fin définitivement à cette Europe libérale dédiée aux marchés financiers. Que ce soit les droits de douane qui vont pénaliser encore plus notre économie, que ce soit le gaz naturel liquéfié américain qu'on nous impose d'acheter ou encore les 600 milliards de dollars à investir là-bas au détriment de notre industrie. Nous disons non, et c'est pour cela que nous demandons que le Parlement français soit saisi. Il faut, sur ce sujet, sur ce traité, un référendum pour demander au peuple son avis, et nous lui dirons de dire non. Non à cette soumission aux États-Unis.

Oui, la France doit faire respecter le peuple français, elle doit se faire respecter sur la scène internationale, elle doit aussi se faire respecter tout simplement et faire respecter tout simplement le droit international. Et ils sont nombreux et fermes à vouloir le faire respecter en Ukraine.

Nous, nous demandons de faire respecter le droit international pour tous les peuples aujourd'hui qui se battent pour leur liberté, pour le peuple cubain, pour le peuple sahraoui, pour le peuple kurde, pour tous ces peuples

qui se battent avec des résolutions de l'ONU pour leur droit à vivre, libres et indépendants.

Aux côtés de la Palestine

Et nous sommes à leurs côtés et bien sûr nous sommes aux côtés du peuple palestinien. Qui subit un génocide en ce moment même...

Comment supporter l'inaction de tous ces gouvernements face à un génocide ? Comment supporter cette inaction de tous ces gouvernements et celle de la France ? Quand 18 000 enfants sont déjà tombés morts sous les bombes ou sous les balles des soldats israéliens, 18 000 enfants !! Comment accepter qu'un chef d'État - Netanyahu - se comporte en véritable terroriste, massacre des civils et utilise la famine comme arme de guerre ? Monsieur Macron s'est engagé à reconnaître l'État de Palestine. Oui, c'est une étape importante. Mais c'est maintenant, maintenant ! qu'il faut briser le blocus à Gaza et apporter l'aide humanitaire en urgence !

Rassemblement

Mais pour lutter contre l'extrême droite, nous avons besoin aussi que la gauche soit au rendez-vous. Nous, toute la gauche, et qu'elle écoute ce que le pays a à lui dire, qu'elle parle son langage, qu'elle consacre son énergie à démontrer sa volonté et sa capacité à transformer en profondeur la société. C'est la condition pour retrouver le chemin du peuple et la confiance d'une majorité de Françaises et de Français.

C'est la condition pour construire toutes les victoires. Celle de cette rentrée, celle de 2026 avec les municipales comme celles de 2027. Et nous ferons tout, nous communistes, pour être au rendez-vous des rassemblements les plus larges, les plus efficaces, les plus proches des attentes du terrain. Rassemblement ! Nous n'aurons que ce mot à la bouche.

Bien-sûr que nous avons des différences. Bien-sûr que nous avons des désaccords. Je pense que c'est une richesse et qu'il faut pouvoir les accepter, qu'il faut même pouvoir en débattre entre nous, mais en débattre surtout avec vous. C'est ce que je propose et que je conseille de faire. Ne faisons pas des élections des affaires de personnes, de casting et d'ego. Mettons-

nous humblement au service du peuple, au service de nos concitoyens, au service de leurs attentes et écoutons-les.

En cette heure et en cas de dissolution, mettons-nous au service d'une belle et grande dynamique en faveur du changement, en se rassemblant et en nous unissant.

Besoin d'un Parti communiste plus fort

Et pour cela - je finirai là-dessus - ça ne vous étonnera pas. Je vous dirai que nous avons besoin, pour que la gauche soit forte, d'un parti communiste plus fort et plus influent partout, dans les entreprises, dans les quartiers, dans les villages.

N'hésitons pas à proposer aux uns et aux autres, en ce moment même, de rejoindre notre beau et grand parti. Et je sais qu'il y a ici mes camarades du Parti socialiste, du parti écologiste, d'autres formations de gauche, et sans aucune jalousie. Je veux leur dire que je suis fier d'être le secrétaire national, peut-être du plus beau parti de France, le plus généreux, à la plus belle histoire, aux plus grandes conquêtes sociales !

Merci à vous, communistes français, pour votre dévouement, votre engagement, votre sincérité, votre honnêteté dans vos combats. Et à toutes celles et ceux qui hésitent encore : franchissez le pas, rejoignez la famille, rejoignez le Parti communiste français. Nous vous attendons les bras ouverts. Nous sommes une belle force humaine au service du peuple et de la paix. Alors, construisons ensemble ce rassemblement, faisons ensemble ce beau front populaire, porteur d'une grande ambition pour la France, pour la République, pour des jours heureux et pour la paix !» 🇫🇷



STAND NATIONAL DU PCF



Stand national des communistes : à l'offensive !

C'était une grande et belle édition de la Fête de l'Humanité. Une foule immense, jeune, intéressée par la programmation musicale et festive, et qui savait qu'elle venait dans une fête politique où la présence dans tous les espaces de débats a été nourrie. Dans un monde inquiétant, et un état du pays qui ne l'est pas moins, mais où les intérêts opposés deviennent encore plus lisibles, cela témoigne du besoin grandissant de comprendre pour agir. Les militants communistes ont été très présents pour ces échanges et proposer de s'engager pour transformer la société. Dans ce cadre, le stand national des communistes a diffusé ses productions, permis la rencontre avec les commissions.

Et il a accueilli plusieurs grands événements. En plus du meeting, tenu dans un stand plein et débordant largement sur la place attenante, notre secrétaire national Fabien Roussel a pu confronter les arguments sur les marges et les profits qui rendent la vie chère, dans un duel avec Michel Edouard Leclerc. Dans le débat entre les forces de gauche, où Igor Zamichiei représentait le PCF, nous avons pu voir que les aspirations à l'unité nécessitent de traiter les contenus, car de nombreux points ne font pas l'unanimité, afin de proposer une alternative crédible, qui impulse un large rassemblement et une convergence de différentes catégories de travailleurs et de populations.

Ce débat s'est terminé en acclamant la délégation de l'OLP, qui en plus de tenir un stand dans notre espace, a débattu sur scène à propos des conditions pour obtenir la reconnaissance de l'État de



Palestine. Et ce temps fort a immédiatement été suivi, dans la cohérence, d'un débat sur la manière de lutter contre l'exacerbation des haines, à propos du positionnement de la gauche dans la lutte contre l'antisémitisme.

Les réflexions se sont enchaînées sur la lutte contre les arguments sur la dette et contre l'austérité pour fêter dans les luttes le 80^e anniversaire de la Sécurité sociale, sur le féminisme, sur le droit à l'alimentation dans les Outremer, ainsi que sur les luttes des cheminots.

Pour la première fois, le Conseil national du PCF était associé, pour l'animation du stand, avec de nouvelles fédérations. C'est notamment le cas des Alpes-Maritimes et des Hautes-Alpes qui ont ainsi trouvé un cadre pour revenir à la Fête après quelques années d'absence. Il s'agit de reconstituer progressivement des équipes qui pourront, à terme, s'organiser pour tenir leur propre stand.

Car la Fête de l'Humanité existe grâce à l'engagement des militants du PCF, et sa pérennité implique

que des collectifs se renouvellent. Cette relance a été facilitée par le fait que la nouvelle organisation du stand était également basée sur le partenariat avec la fédération des Bouches-du-Rhône, qui a apporté son savoir-faire, et qui a animé les temps festifs. Le nombreux public nocturne du stand se souviendra longtemps de son envoutement par l'inégalable DJ Naïmarx ! ☆

Stéphane Bonnéry
membre du CEN



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei
(directeur), Amado Lebaube,
Léna Mons, Kristina Nikolaishvili,
Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr
RELECTURE: Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info
(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Les jeunes communistes à l'offensive



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin



PCF SOUSCRIPTION (cli-

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Palestine : tribune commune

Le 21 septembre, marchons pour la reconnaissance de l'État palestinien et l'arrêt immédiat du génocide en cours



**Dimanche 21 septembre à 14 h
Place de la Nation–République**

En présence des premiers signataires, dont Fabien Roussel.

CONFÉRENCE DE PRESSE À 14 H, CARRÉ DE TÊTE.

Appel lancé par plusieurs représentants politiques, syndicaux et associatifs pour participer à la journée internationale pour la paix.

Partout dans le monde des forces se lèvent pour la

paix et l'arrêt des massacres. En Israël, le gouvernement Netanyahu fait face à une mobilisation d'une très large partie de la société pour stopper la guerre. Le temps n'est plus aux déclarations et aux remontrances sans sanction. La France doit reconnaître maintenant et sans condition l'État de Palestine dans les frontières de 1967 pour préserver la perspective de deux États vivant côte à côte dans la sécurité et le respect mutuel de leurs droits.

Nous appelons à un cessez-le-feu, à la libération des otages israéliens et des prisonniers politiques palestiniens, à la fin de la colonisation et de l'occupation. La France doit peser de tout son poids pour stopper la famine à Gaza, imposer un embargo sur les armes et sanctionner le gouvernement de Benyamin Netanyahu par tous moyens, à commencer par la suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël, puisque son arti-

cle 2 sur le respect des droits humains n'est pas respecté.

Il est plus que temps pour la France d'agir, il est déjà bien tard.

Dans le cadre de la Journée internationale de la paix du 21 septembre, marchons pour la reconnaissance de l'État palestinien et l'arrêt immédiat du génocide en cours.

Premiers signataires (par ordre alphabétique) : Gregory Benzekry, collectif Golem ; Sophie Binet, secrétaire générale de la Confédération générale du travail (CGT) ; Caroline Chevé, secrétaire nationale de la Fédération syndicale unitaire (FSU) ; Olivier Faure, premier secrétaire du Parti socialiste (PS) ; Julie Ferrua et Murielle Guilbert, co-déléguées de l'Union syndicale Solidaires ; Pascal Lederer et

Olivier Gebuhrer, co-animateurs d'Une autre voix juive (UAVJ) ; Roland Nivet, porte-parole national du Mouvement de la paix ; Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste français (PCF) ; Claude Sarcey, co-président de l'Union des juifs pour la résistance et l'entraide (UJRE) ; François Sauterey, co-président et Renée Le Mignot, présidente honoraire du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) ; Marine Tondelier, secrétaire nationale Les Écologistes ; Nathalie Tehio, présidente de la Ligue des droits de l'homme (LDH) ; Anne Tuillon, présidente de l'Association France Palestine solidarité (AFPS).✳

Pour le collectif,

Parti communiste français

Le 15 septembre 2025

« Nous voulons faire le choix du salaire plutôt que du RSA, des cotisations plutôt que des exonérations, des impôts plutôt que de la TVA, de la justice fiscale plutôt que de la fraude fiscale »



FABIEN ROUSSEL
LE PARTI PRIS
DU TRAVAIL

Fabien Roussel
Secrétaire national du PCF



**À retrouver dès maintenant
en librairie ou sur boutique.pcf.fr**